

Croissance, Emploi, Productivité, et Compétence au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

Setareh Razmara et Gordon Betcherman

**Atelier sur l'évaluation d'impact de la
formation**

Casablanca, Maroc

20-22 janvier 2004

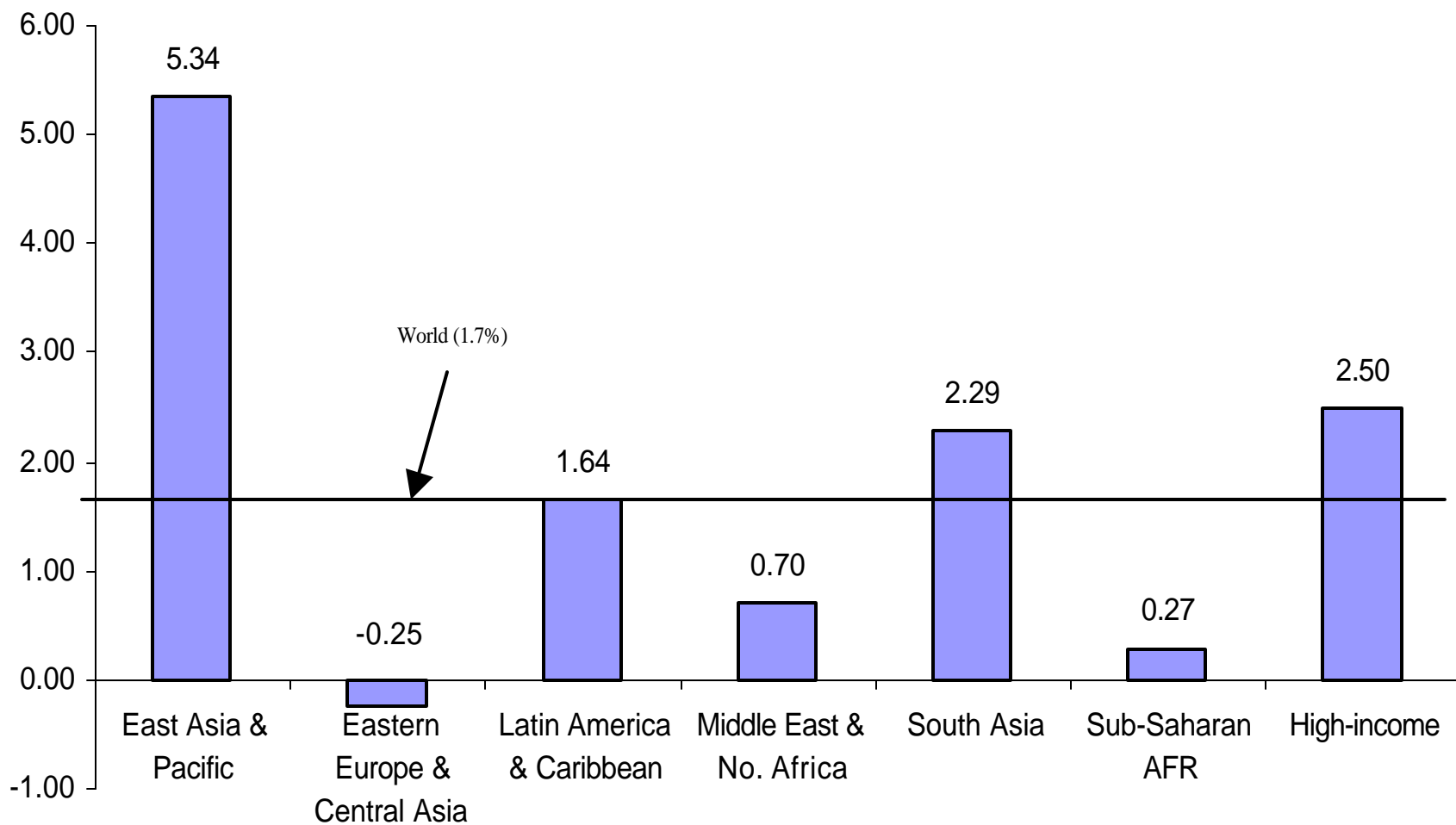
Esquisse de la présentation

- Défis du développement pour la région MENA
- Chômage
- Tendances démographiques et de la population active
- Evolution de la productivité
- Qualifications et formation
- Orientations de réforme

Le défi du développement dans la région MENA : Une croissance lente et un chômage en augmentation

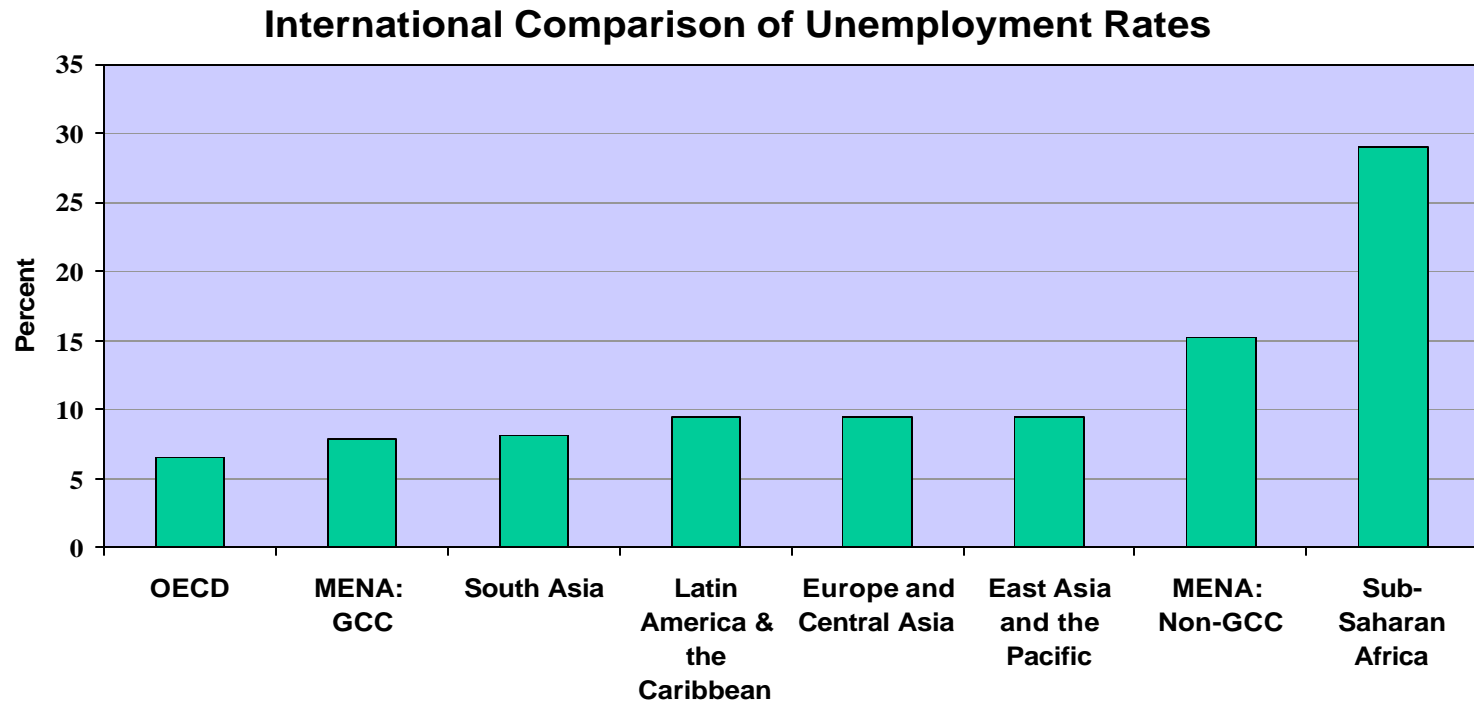
- La croissance par habitant s'est située autour de 0 % en moyenne
- Le chômage a dépassé la barrière des 15 % (près de 20 millions de travailleurs sont en chômage)
- Les exportations hors hydrocarbures ont stagné autour de 7 % du PIB ...
- Ces tendances sont liées entre elles : davantage de commerce extérieur et d'investissement sont nécessaires pour plus de croissance et d'emplois

Croissance du PIB par habitant variation annuelle moyenne, 1965-2002



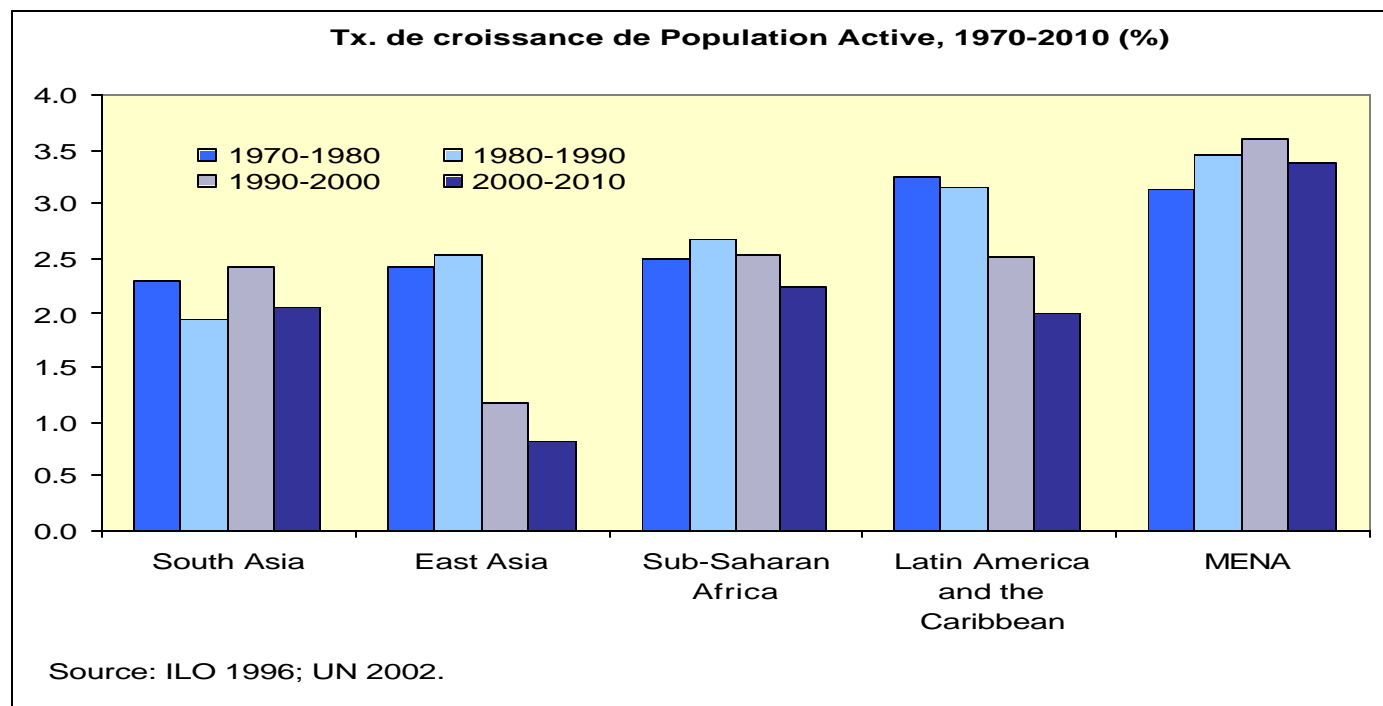
Chômage élevé dans les années 90

- Création d'emplois inférieure à la croissance de la population active
- Chômage élevé parmi les jeunes

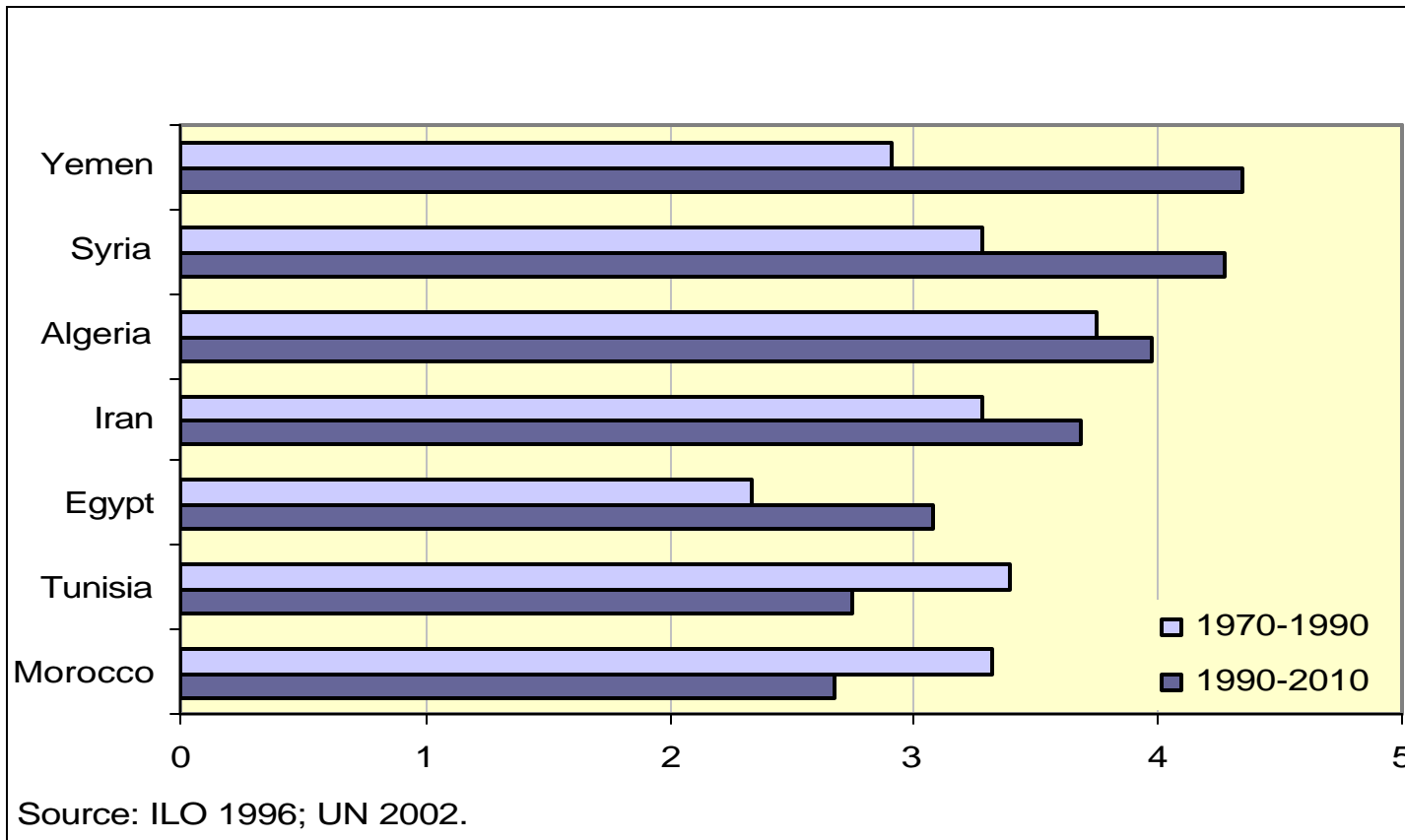


De la transition démographique à la croissance rapide de la population active

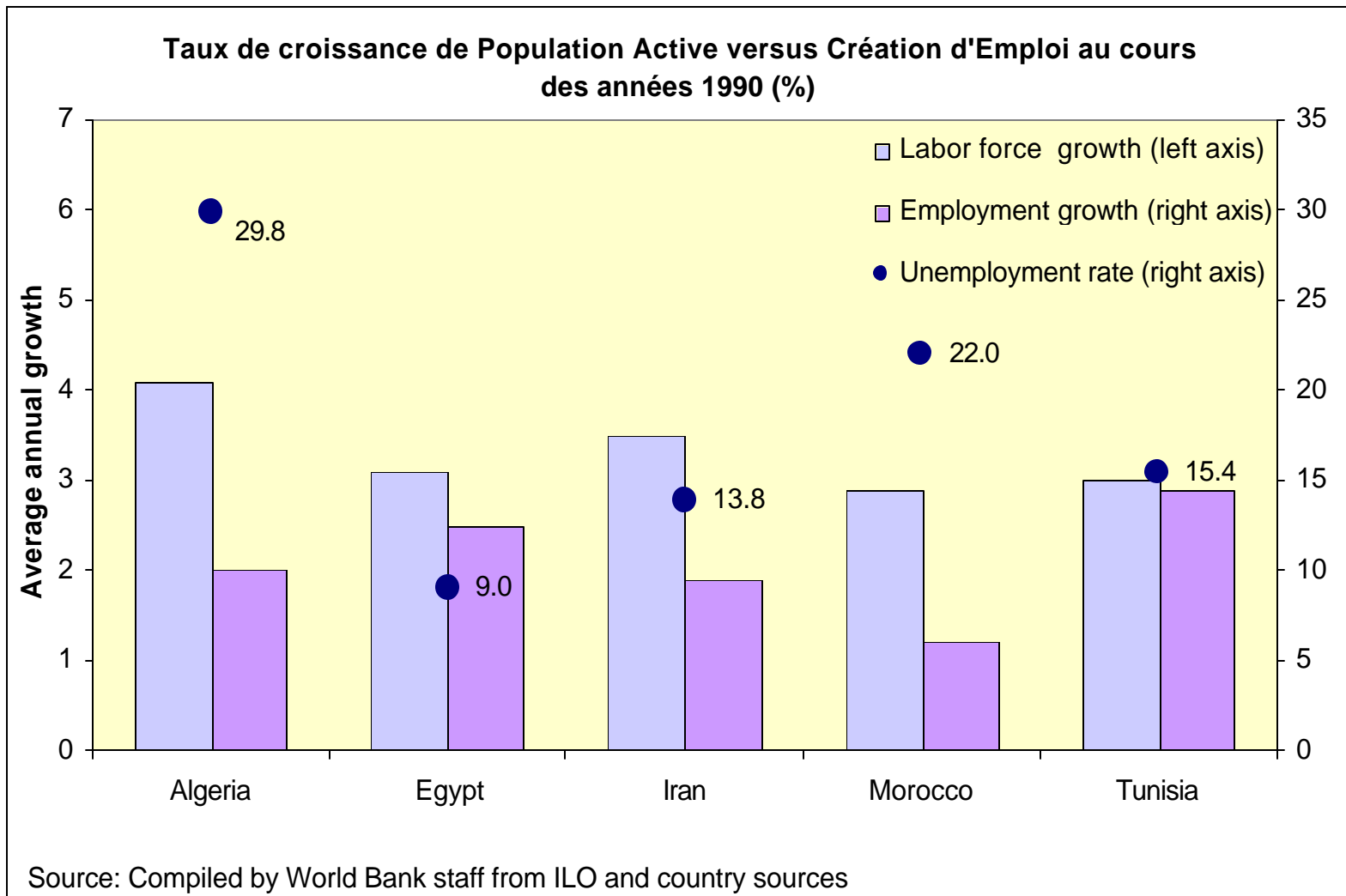
- Une transition démographique lente a donné lieu à de fortes pressions sur le marché de l'emploi au cours des dernières décennies.



Taux de croissance annuelle de la population active au Maroc et en Tunisie inférieur à la moyenne régionale

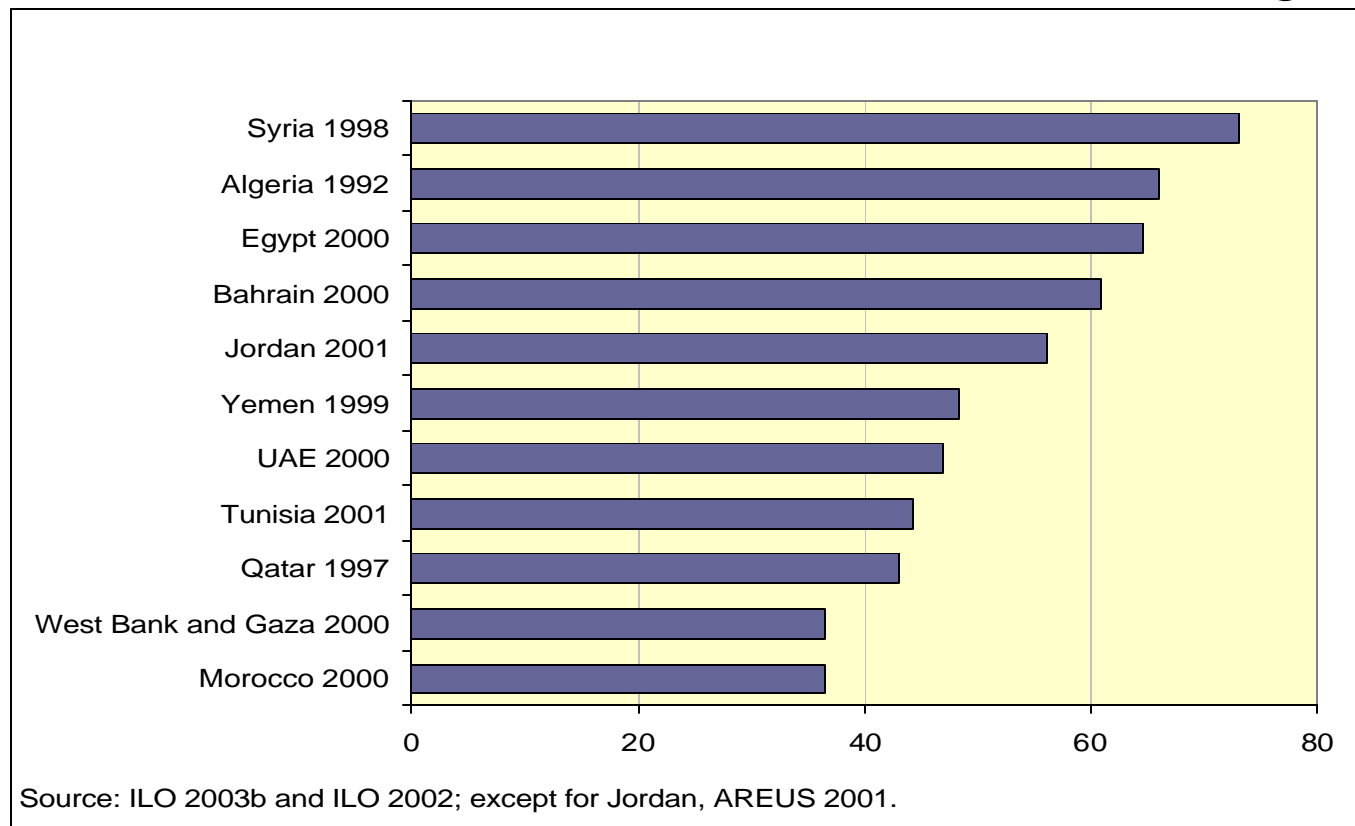


Population active vs création d'emplois



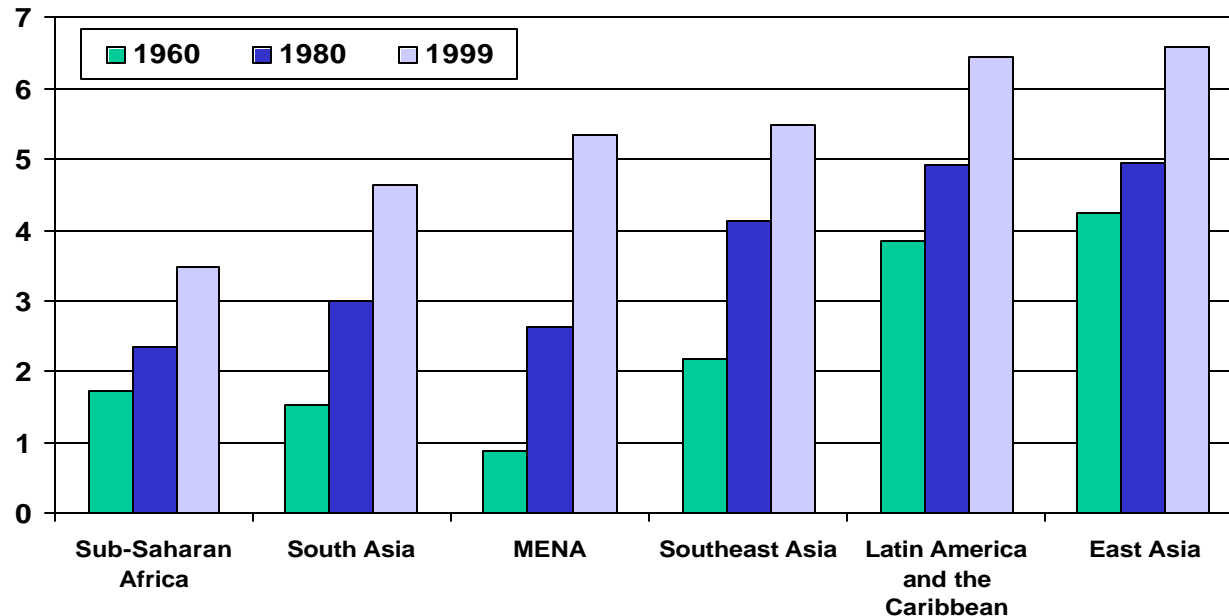
Chômage des jeunes

- Varie de 37 % de l'ensemble des chômeurs au Maroc à 44 % en Tunisie et à 64 % en Algérie



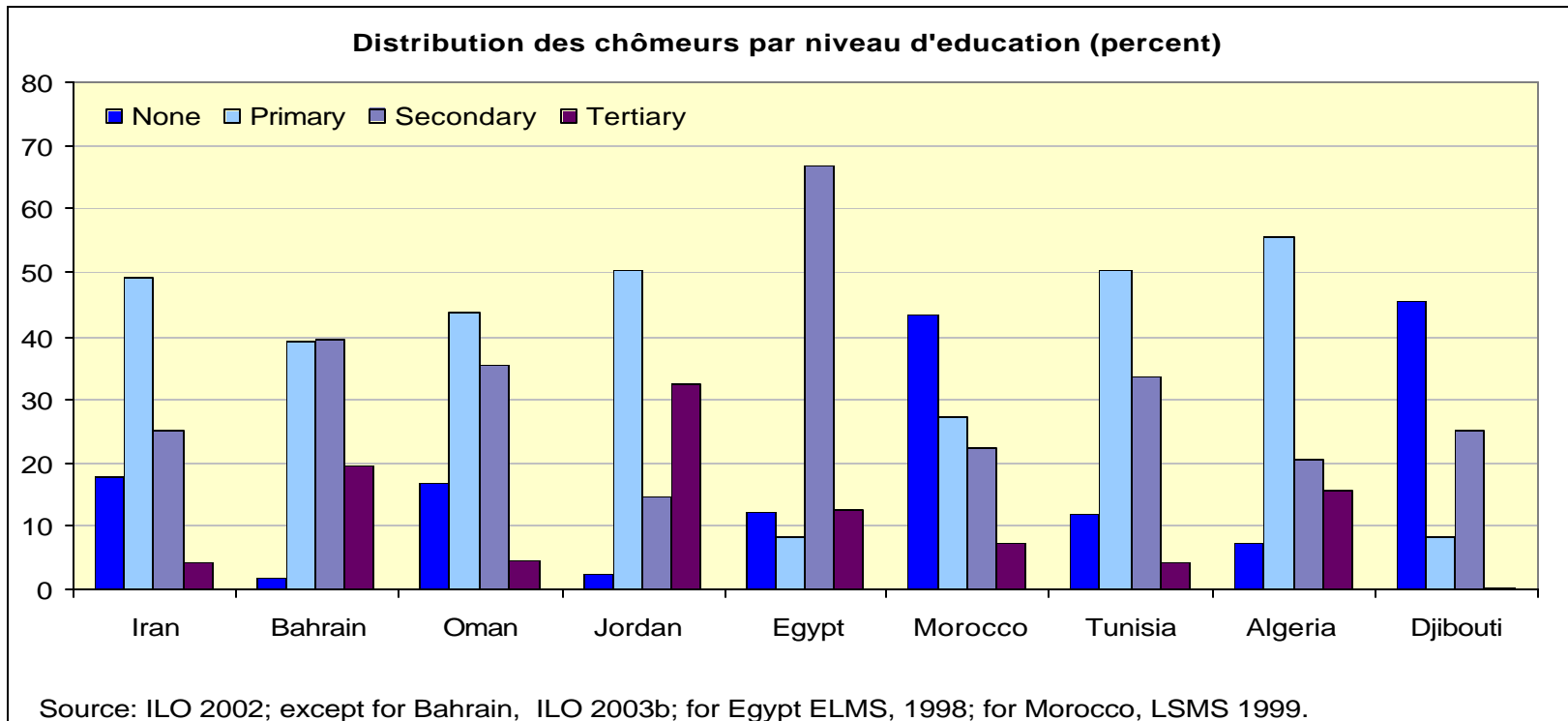
Population active plus éduquée et participation accrue des femmes

- La population active féminine augmente de 5 % par an suite aux effets démographiques et à un taux de participation plus élevé
- MENA a enregistré l'expansion la plus rapide en matière d'années de scolarisation dans le monde entre 1980 et 2000 – mais demeure toujours à la traîne d'autres régions



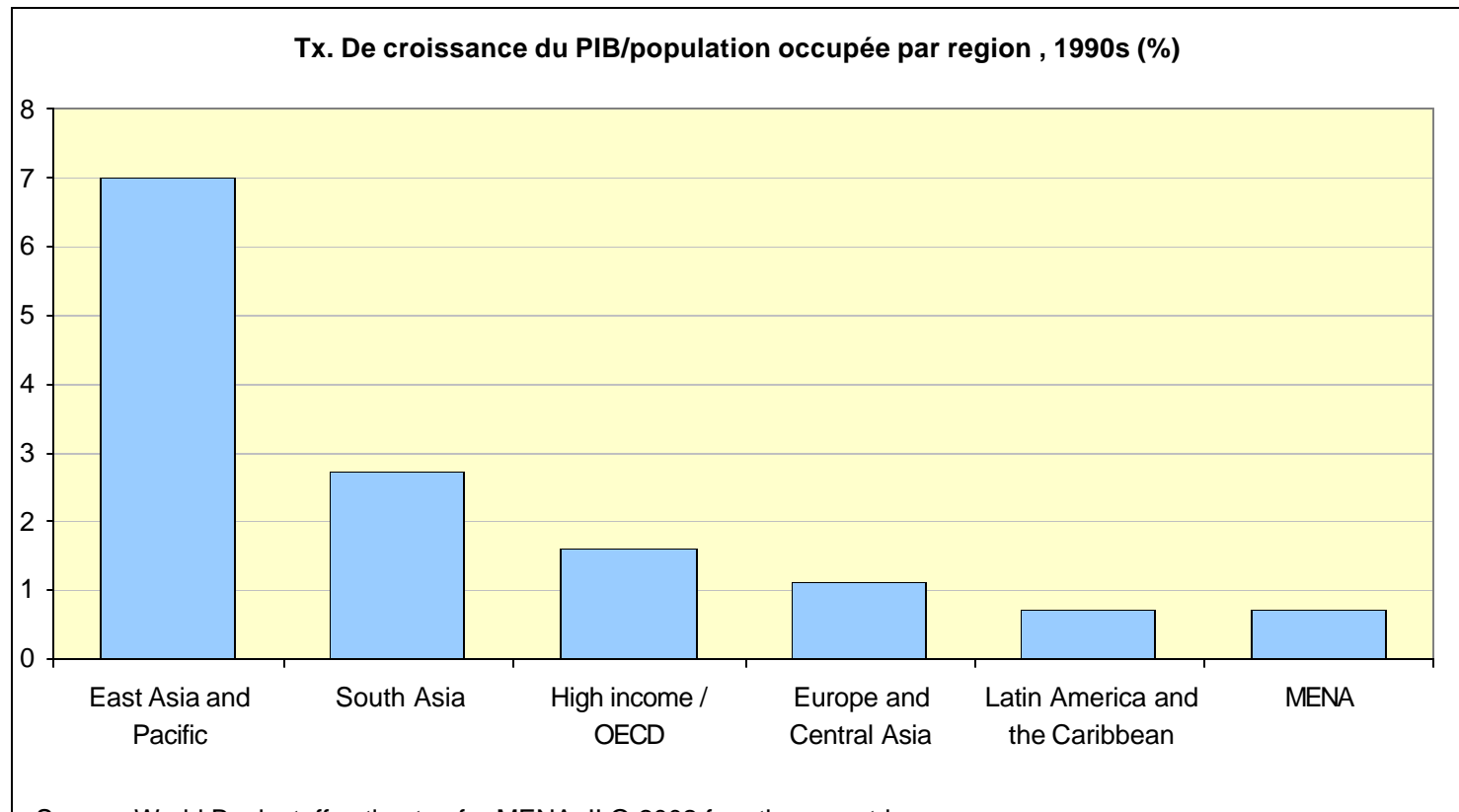
Liens entre le chômage et l'éducation

- Chômage dans la région MENA touche surtout les jeunes, primo-demandeurs d'emploi et les femmes
- Taux de chômage le plus élevé parmi ceux avec un niveau d'éducation moyenne et supérieure (en Tunisie jeunes éduqués ont le plus de difficultés à trouver un emploi ; cas contraire au Maroc)

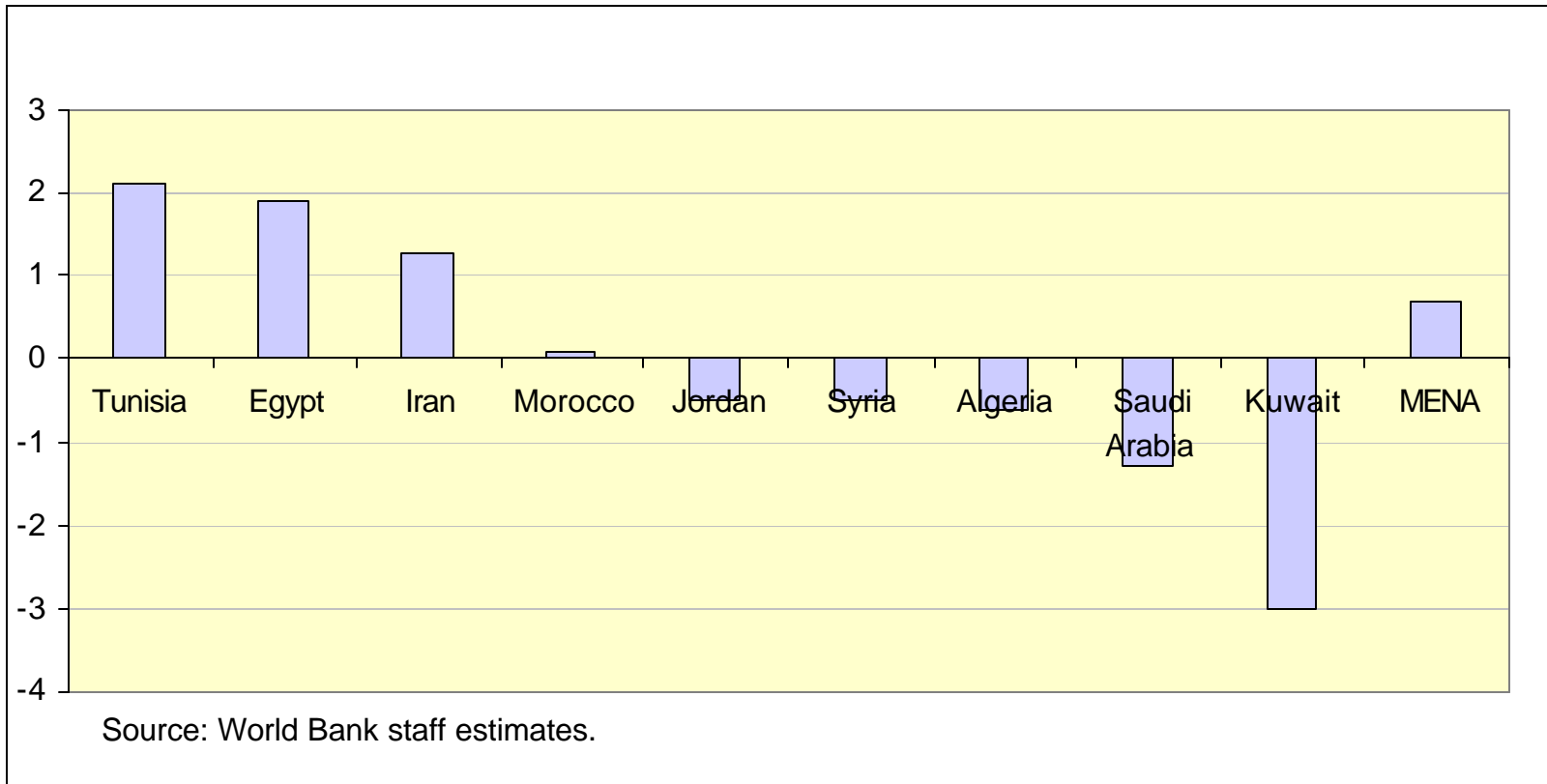


Croissance faible de la productivité du travail dans les années 90

- MENA a enregistré le plus faible taux de productivité
- Par conséquent les salaires réels ont stagné ou diminué (sauf en Tunisie, Egypte, Iran)



Taux de croissance du PIB par travailleur au cours des années 90 (%)



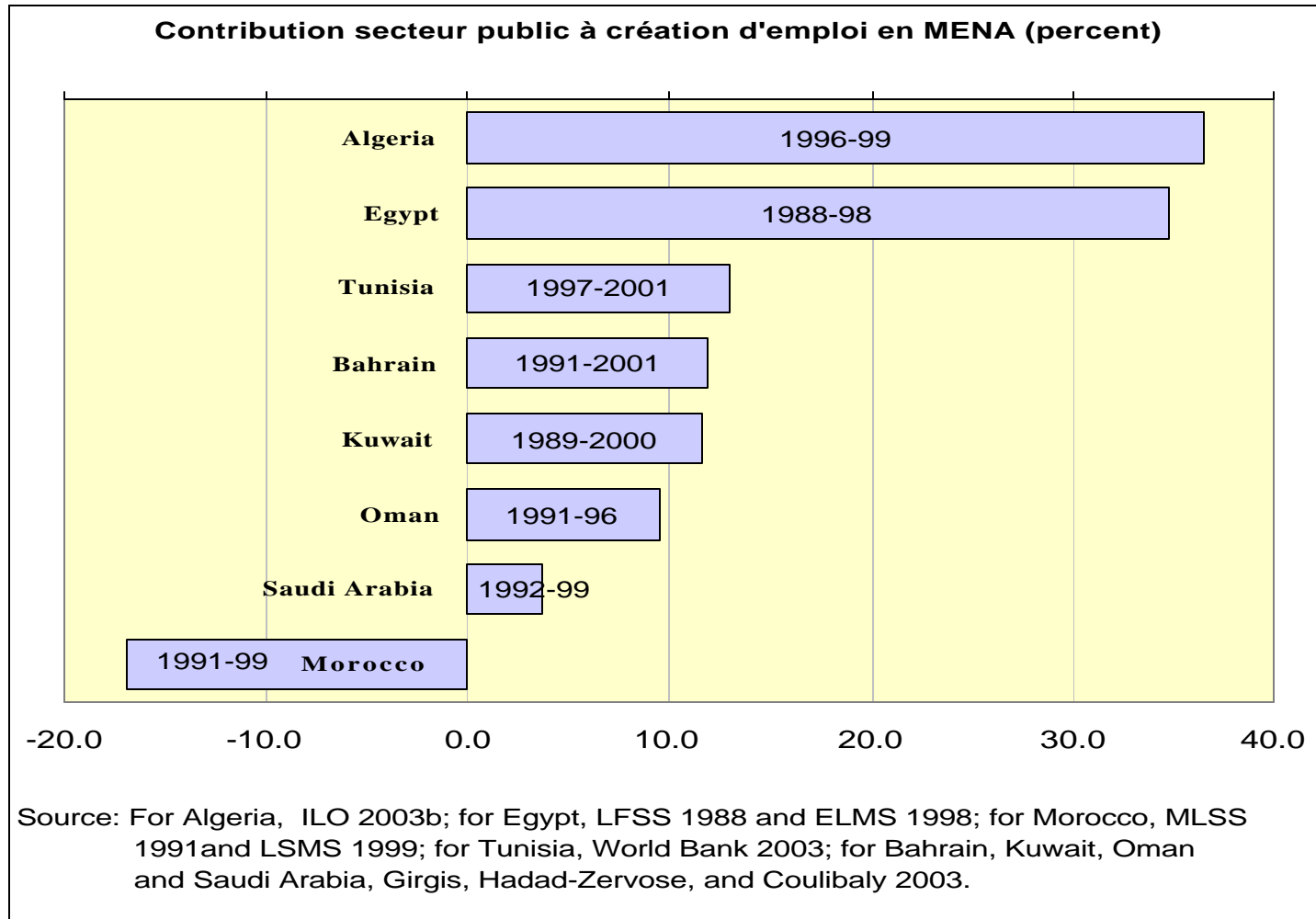
Croissance requise de la productivité pour accroître l'emploi dans les secteurs à haut niveau de qualifications

Croissance annuelle de l'emploi et de la productivité, Irlande 1995-1999 et Tunisie 1997-2001

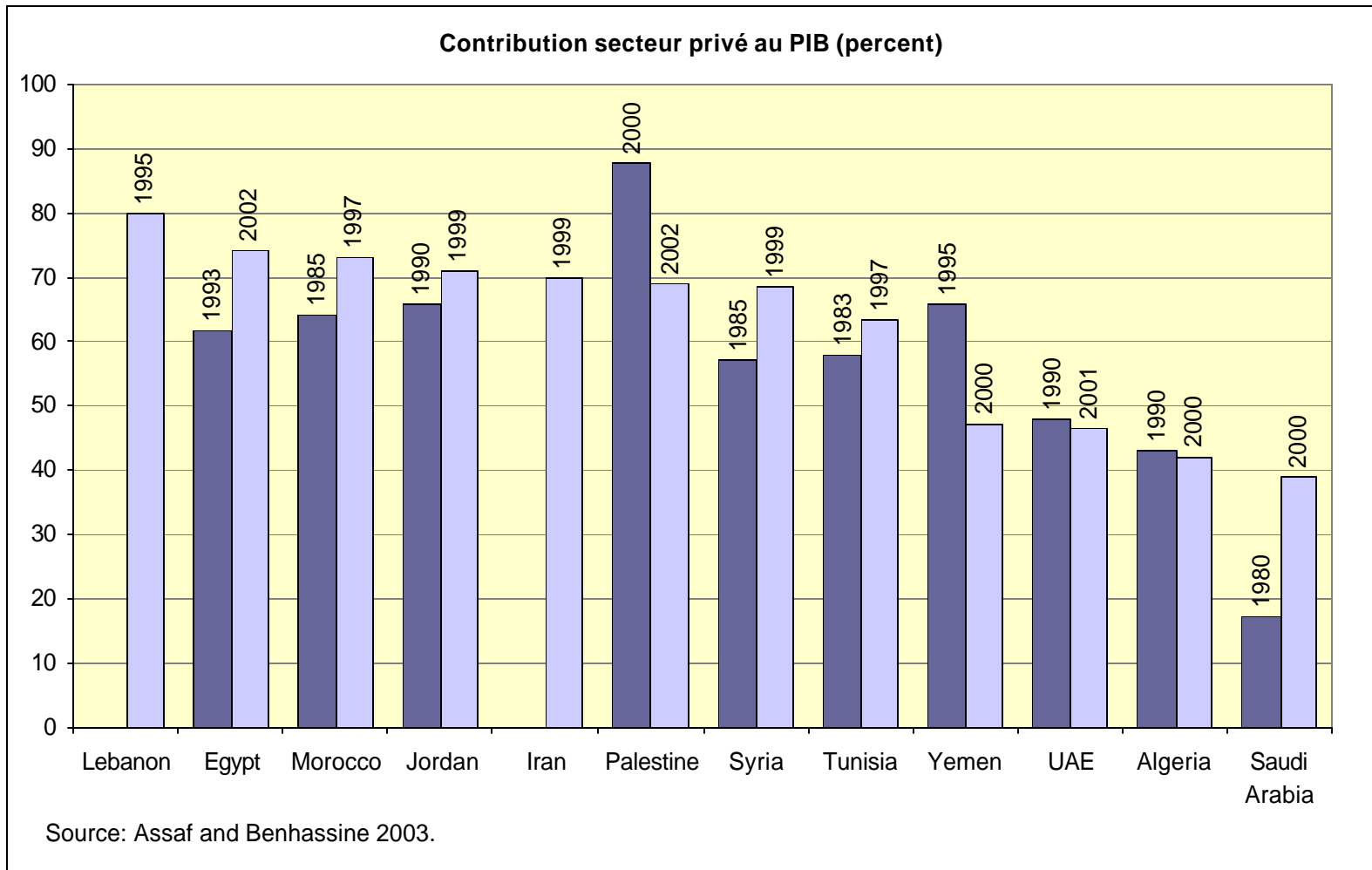
En Irlande, la création d'emplois s'est située dans les secteurs productifs, mais pas en Tunisie

	Ireland 1995-1999		Tunisia 1997-2001	
	Productivity Growth	Employment Growth	Productivity Growth	Employment Growth
Agriculture	-5.7	-2.3	-1.0	2.8
Manufacturing	2.5	4.4	2.8	2.9
Trade	3.1	7.1	2.9	3.3
Finance	7.9	11.6	11.3	-3.1
Other Services	-0.4	5.0	5.7	-0.1
NonAgricultural Sectors	3.4	6.6	3.1	2.5
TOTAL	3.3	5.6	2.4	2.6

Secteur public continue à jouer un rôle important dans la création d'emplois



Secteur privé n'est toujours pas assez développé dans la région MENA



Croissance économique & Création d'emplois dans les pays du Maghreb

- Croissance faible du PIB sauf en Tunisie (la plus élevée de la région MENA)
- Augmentation de la population active à un rythme plus rapide que l'emploi
- Mais baisse du contenu emploi de la croissance (surtout en Tunisie)
- Croissance de la productivité de la main-d'œuvre (Maroc & Tunisie)
- Création d'emplois, concentrée dans le secteur public ou les secteurs à faible productivité et qualification
- Chômage : en Tunisie stagnation (aux environs de 15-16%) ; Maroc et Algérie augmentation (de 15% à 22% années 90 au Maroc et de 20% à 29% en Algérie)

Comment faire face aux défis de la croissance et de l'emploi

Les quatre rapports régionaux suggèrent le besoin pour :

- Expansion du commerce extérieur
- Croissance de l'investissement privé (liée au climat interne de l'investissement)
- Croissance de secteur à haute VA et productivité
- **Réformes complémentaires pour améliorer les qualifications, le fonctionnement du marché du travail, l'éducation, la gouvernance et les questions de genre**

Pour relever les défis de l'emploi

- Accroître la Productivité
- Développer des compétences (éducation et formation) qui sont indispensables à la croissance de la productivité (en particulier du secteur privé) et à la création d'emplois

Politiques des Gouvernements pour adresser les défis d'emploi

- Dépenses élevées au titre des Programmes actifs d'emploi (y inclut formation professionnelle) : Tunisie 1,5 % du PIB ; Maroc 0,6 % du PIB ; Algérie 1 % du PIB
- Profil des dépenses : élevées en faveur des jeunes (formation et microcrédits) ; et faibles en faveur des services d'emploi et de la formation continue (*en particulier pour les chômeurs et les travailleurs adultes en difficulté*)
- Programmes ciblent essentiellement les primo-demandeurs d'emploi et les jeunes chômeurs (y compris abandon scolaire)

Orientations de réforme

- Encourager une croissance induite par le secteur privé
- Modifier le rôle de l'État
- Établir un lien plus étroit entre l'éducation et la formation et les besoins du marché de l'emploi
- Accroître la flexibilité de la réglementation du travail (améliorer la protection sociale en dehors de l'entreprise)
- Evaluer l'impact des prestations des PAE sur l'emploi, la productivité des entreprises et les salaires
- Sur la base des résultats des évaluations, améliorer l'efficacité des prestations
- Accélérer la réforme de la formation professionnelle (y compris de la formation continue) pour répondre aux besoins du marché et améliorer les compétences.

Pour de meilleures politiques, assurer le suivi et l'évaluation des impacts des programmes

Suivi et évaluation des programmes permettront:

- Utilisation plus efficace et rentable des fonds publics
- Allocation des ressources aux programmes performants

Raison pour laquelle il faut accorder une grande importance aux évaluations d'impact